

L'ÉCHO DES COCOS

Le journal des communistes de l'ouest du Tarn et Garonne

L'ÉDITO

Toutes les "réformes" du chef de l'État s'efforcent de défaire méthodiquement le programme du CNR. Et pourtant, le "président des riches" se verrait bien "en même temps" incarner le successeur des résistants. On mesure aujourd'hui le fossé immense qui sépare les hommes de la Libération, attelés dans la nuit la plus noire à relever la nation autour d'un même idéal de justice, et l'entreprise de démolition d'un président minoritaire dont le "CNR" de pacotille n'a trompé personne.

Tandis que le programme des "jours heureux" résonne toujours de façon incroyablement moderne aujourd'hui, Emmanuel Macron et son gouvernement s'évertuent à détruire ce qu'il en reste. Retraites, assurance-chômage, sécurité sociale solidaire, les attaques sont multiples pour établir le règne des grandes fortunes et des actionnaires. Pourtant, les ressources, plus abondantes en 2023 qu'en 1945 rendent les "jours heureux" à portée de main. Mais comme à l'époque, ils n'advieront qu'avec le courage de femmes et d'hommes prêts à surmonter leurs désaccords pour ouvrir une perspective de progrès au peuple français.

LE PEN, L'IMPOSTURE SOCIALE

JULIEN SUERES

Le Rassemblement National tente à tout prix d'apparaître comme un parti qui serait du côté des salariés et des travailleurs précaires, profitant du rejet massif dans l'opinion de la réforme des retraites du gouvernement. C'est une imposture ! Le RN a changé plusieurs fois de positionnement sur les retraites, a abandonné la revendication de la retraite à 60 ans et n'envisage l'augmentation des salaires qu'en échange d'une baisse des cotisations patronales... qui servent à financer les retraites !

« Marine Hamelet et ses collègues soutiennent Macron pour réduire les droits au chômage et limiter le droit de vote des travailleurs précaires aux élections professionnelles »

Les positions du RN à l'Assemblée nationale en disent long sur la réalité politique de son projet. Sur les salaires, Marine Hamelet et ses collègues ont voté contre l'augmentation du SMIC, contre l'indexation des salaires sur l'inflation et contre l'encadrement des salaires. Concernant le pouvoir d'achat, les députés du RN, Rassemblement National se sont opposés au blocage des prix des produits de première nécessité et ils ont récemment



voté contre la gratuité des cantines et des fournitures scolaires. Ils se sont opposés fortement à la valorisation des petites retraites, notamment agricoles. Ils ont voté contre la garantie d'autonomie jeunes à 1063 euros, contre le gel des loyers et contre l'augmentation des hébergements d'urgence. Le parti de Marine Le Pen enfume tout le monde en prétendant "défendre le travail". Sinon, pourquoi leurs députés s'opposent-ils

L'extrême droite prétend représenter le monde du travail mais se positionne toujours du côté du grand patronat pour museler les salariés. Et comme la tartufferie n'a pas de limite au RN, récemment ses élus osent même parler d'écologie. Cela ne les a pas empêché de voter contre le projet de loi de taxation des yachts et jets privés, ou encore contre la suppression de la niche fiscale du kérosène aérien. Certains se laissent même tenter prétendant "qu'on ne les a jamais essayés", "qu'ils ne feront pas pire que Macron". Pourtant l'histoire du monde et de la France montrent que partout où l'extrême-droite est arrivée au pouvoir, les droits des travailleurs ont systématiquement reculé. Ne nous laissons pas bernier ! **Soutenir le travail, c'est soutenir le seul parti qui propose justement de donner plus de pouvoir aux travailleurs.** C'est soutenir le Parti Communiste Français, celui qui, à la libération a mis en œuvre un véritable programme de progrès social, le programme des Jours Heureux !



LE CNR ET LES JOURS HEUREUX

ALEXANDRA TRICOTTET

Le programme du Conseil national de la Résistance est un texte adopté à l'unanimité le 15 mars 1944. Il contenait deux parties. La première recensait les mesures nécessaires pour la reprise du territoire national par la lutte armée, tandis que la seconde consistait en un programme de réformes afin d'instaurer une " démocratie économique et sociale ", fondant " une République nouvelle ", une fois la Libération conquise. Jusqu'il y a peu, ce programme était considéré comme appartenant au passé, voire passéiste, certains membres du Medef allant jusqu'à prôner d'en finir avec " l'héritage gaullo-communiste ", une bonne fois pour toutes. Or, depuis quelque temps, on voit fleurir de nombreuses références au CNR et à son programme social. Preuve que la mémoire nationale est souvent tenace, qu'elle soit la hantise de la bourgeoisie ou qu'elle soit soigneusement gardée par la population... Que les communistes du pays s'y réfèrent, quoi de plus naturel ? Oserais-je ajouter qu'il faut d'urgence le lire afin de savoir de quoi on parle et qu'il était grand temps de récupérer notre héritage ?

Vous verrez, le programme économique et social du CNR n'a pas pris une ride. La preuve : il prévoit "l'instauration d'une démocratie économique et sociale impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie"

, "le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques", "le droit d'accès, dans le cadre de l'entreprise, aux fonctions de direction et d'administration, pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires, et la participation des travailleurs à la direction de l'économie", "un rajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité", "la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine, un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État", "la possibilité effective pour tous les enfants français

« Le programme économique et social du CNR n'a pas pris une ride. La preuve : il prévoit "l'instauration d'une démocratie économique et sociale impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie »

de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance mais de mérite, et constamment renouvelée

par les apports populaires"...et j'en passe !

Nous aurait-on volé les fruits prévus par le CNR à la Libération ? Comme le dénonçait dès 1948 Vladimir Jankélévitch " Tout a été fait à partir de cette époque pour rapetisser la Libération, pour réduire ce qui aurait dû être l'effondrement du fascisme international aux proportions d'une simple victoire sur l'Allemagne, comme si cette guerre qui n'était pas comme les autres, opposant deux conceptions idéologiques de l'existence collective et personnelle, n'avait été qu'une guerre de plus." Aussi, en écho aux diverses récupérations ignominieuses du 8 mai comme du programme du CNR par la clique au pouvoir, je laisse à Jankélévitch le mot de la fin : "Bien des printemps se trament encore dans les sillons et dans les arbres ; à nous de savoir les préparer à travers de nouvelles luttes et de nouvelles épreuves".

FABIEN ROUSSEL: « LE LEGS DES JOURS HEUREUX EST TOUJOURS FÉCOND »

JULIEN SUERES

Le programme du CNR demeure d'une actualité brûlante. Entretien avec le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel.

ENTRETIEN



Quel regard portez-vous sur ce moment de l'histoire de France qui a permis, dans la foulée de la Libération, de grandes conquêtes sociales ?

Fabien Roussel: Le CNR nous a légué un socle de conquêtes sociales dont nous restons les héritiers. Rarement la France aura connu un si grand nombre de transformations progressistes en si peu de temps. Les forces de la Résistance se seront ainsi situées dans le prolongement de tous les combats populaires menés depuis la grande Révolution. Cela démontre que, lorsque le mouvement populaire est fort et uni, il peut rassembler la nation autour de réformes heureuses qui lui ouvrent un chemin de progrès, de justice, de démocratie, de paix.



Quel regard portez-vous sur ce moment de l'histoire de France qui a permis, dans la foulée de la Libération, de grandes conquêtes sociales ? La place des communistes est régulièrement minorée, comme celle d'Ambroise Croizat dans la création de la Sécurité sociale. Vous en revendiquez l'héritage. Pourquoi cette bataille est-elle importante ?

F.R. La mémoire est une dimension essentielle de la bataille afin que le monde du travail conserve au fil du temps la conscience de sa place dans la société et de la force dont il dispose pour transformer la France en profondeur.

Le « pacte de la Libération », institué par le gouvernement du général de Gaulle, est le fruit du poids du Parti communiste français dans la Résistance et dans le soulèvement populaire qui accompagna la Libération. Cela confirme un principe majeur : lorsque le PCF est fort et influent, cela change le destin de la France. Voilà pourquoi j'appelle à un renouveau du communisme français.

Vous avez fait du nom du programme du CNR votre slogan pendant la campagne présidentielle. Pourquoi avoir choisi les « jours heureux » ?

F.R. Parce que le temps des réformes régressives, punitives, à l'image de la réforme des retraites à 64 ans, doit finir. La globalisation capitaliste nous était, il y a peu, présentée comme un temps « heureux ». Elle s'est traduite, à travers la domination sans partage

de gigantesques mastodontes multinationaux et des marchés financiers, par de multiples crises, économique et écologique, alimentaire et sanitaire, sociale et démocratique. Celles-ci placent la planète face à de terribles menaces.

Le spectre de la guerre resurgit, les forces de la réaction, ici et partout dans le monde, attisent les haines, le racisme, les paniques identitaires. Alors, oui, être à gauche aujourd'hui, c'est rouvrir au monde du travail, aux catégories populaires, un horizon d'espoirs. Ce que des hommes et des femmes avaient pu imaginer en pleine clandestinité, il nous incombe de le faire à notre tour, dans les conditions d'aujourd'hui. Notre projet communiste, c'est le droit au bonheur reconquis.

« Cela confirme un principe majeur : lorsque le PCF est fort et influent, cela change le destin de la France. Voilà pourquoi j'appelle à un renouveau du communisme français. »

Le CNR promouvait « le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques », ainsi que « la sécurité de l'emploi ». Comment être à la hauteur de ces ambitions aujourd'hui ?

F.R. Les communistes veulent renouer le fil avec ces valeurs et exigences. Par la réappropriation sociale et publique des secteurs clés de l'économie, et en créant un pôle financier public permettant à la collectivité de recouvrer la maîtrise de l'utilisation de l'argent.

En sécurisant tous les moments de la vie, de la naissance à la retraite, à travers une sécurité sociale de l'emploi et de la formation. Et surtout, en engageant la nation sur le chemin d'un nouveau modèle de production et de consommation, liant nouvelle industrialisation, relocalisation, réorganisation sous l'égide de la puissance publique des filières stratégiques, et transition écologique.

« La participation des travailleurs à la direction de l'économie » en vue d'une « véritable démocratie économique et sociale », est-ce encore à vos yeux l'une des clés d'un véritable changement de société ?

F.R. Au sortir de l'occupation hitlérienne et de l'épisode de Vichy, nos anciens avaient imaginé des changements institutionnels capables de donner aux citoyens et aux salariés le pouvoir de décider de l'avenir. En un moment où la Ve République est à bout de souffle, où une large partie des catégories populaires se détourne de la politique, les nouvelles institutions nécessaires pour surmonter cette crise de la démocratie ne sauraient se limiter à la transformation de l'État. Comme y invitait déjà Jaurès, comme le suggérait le CNR, il s'agit de pousser la République jusqu'au bout, de faire entrer jusque dans les entreprises les principes associés de

souveraineté du peuple et de souveraineté du travail, de donner au salariat des droits nouveaux lui permettant non seulement d'opposer un veto aux projets contrevenant à ses intérêts fondamentaux, mais encore d'influer sur les choix stratégiques d'investissement et de développement, de conquérir la maîtrise de l'outil de travail, de peser sur la nature et les objectifs de l'activité. Ici aussi, l'héritage de la Libération est toujours fécond.

**Entretien extrait du journal L'Humanité.*

ÉCOLE : MACRON TIRE SUR L'AMBULANCE

MAXIMILIEN REYNES
DUPLÉIX



De décrets en lois multiples, d'injonctions ministérielles en « projets » s'accumulant les uns sur les autres, et un protocole « mixité » gagnant pour l'école privé, le président Macron poursuit le travail de destruction de notre service public d'éducation. Après la déstructuration du BAC par la réforme Blanquer et son cortège de démobilisation des lycéens qui ont suivi les épreuves de mars/avril, c'est au tour des plus fragiles de pâtir de la mise en œuvre de la politique libérale qui consiste à « vendre » notre école au capital ...

... Au lieu de redonner toute sa place à l'école, Macron essaie d'achever notre éducation nationale déjà bien malade en alternant politiques d'abandon et réformes successives. Entre autres exemples, les Lycées professionnels qui sont « vendus à la découpe » avec la mise en place de « stages indemnisés ». Ces stages ne sont ni plus ni moins qu'une offrande de main d'œuvre gratuite pour le patronat. Il nous faut refuser ce "travail déguisé". Au-delà de cette mesure emblématique, c'est la volonté d'adéquation des formations aux moindres caprices du marché du travail qui est problématique. Entre les formations appelées à disparaître et celles, nouvelles, devant être inscrites à la carte scolaire dès la rentrée 2023, aucun compte n'est tenu quant aux moyens matériels à engager par les régions. Nous assistons à un retour au 19e siècle avec un apprentissage réduit aux seuls gestes techniques, disqualifiant les formations pour les besoins exclusifs d'un marché de l'emploi immédiat. Tout le contraire du besoin de formation des travailleurs de demain au service de l'ensemble de la société. Ce projet qui induit des politiques de ségrégation scolaire et la dévalorisation des emplois qualifiés s'accompagne d'une casse des métiers de l'éducation, d'une perte de repères pour les enseignants et d'une dégradation sans précédent de leurs conditions de travail. Avec 4 lycées professionnels dans l'ouest du 82, cette déstructuration du tissu scolaire va laisser des traces et empêcher des centaines de lycéens d'accéder aux savoirs, et à une

émancipation nécessaire. (C'est le défi de la démocratisation des savoirs !) Nous refusons cette destruction et exigeons le retour à 4 années de formation pour préparer le Bac afin de renforcer les savoirs généraux. L'investissement dans les formations professionnelles doit répondre à la fois aux besoins des populations et aux enjeux économiques et sociaux de notre territoire. Nous avons besoin non pas de fermetures brutales mais bien d'ouvertures sur de nouvelles perspectives professionnelles pour ne pas pénaliser les élèves, les enfants de nos villes et nos villages. L'école est un enjeu de société majeur, c'est pourquoi nous ne voulons pas de cette école discriminante, qui appauvrit le savoir et les individus ! Les besoins éducatifs sont immenses pour faire advenir de nouveaux « jours heureux » et former les futurs citoyens.

TRAVAILLER PLUS POUR NE PAS GAGNER MOINS !

MAXIMILIEN REYNES
DUPLÉIX

Entretien avec Guillaume Mangenot, co-secrétaire du syndicat FSU 82.
Que cache d'après toi l'offensive contre notre école ?



Guillaume Mangenot : Espérant nous faire tourner la page des retraites, le ministre Ndiaye a mis à l'ordre du jour du Comité Social d'Administration ministériel du 31 mai les décrets sur la « revalorisation » et le « pacte enseignant ». Loin de contribuer à la revalorisation attendue par toutes et tous. Ce « pacte » va conduire à un alourdissement de la charge de travail des personnels, alors qu'une enquête a fait la lumière sur la réalité du temps de travail des enseignantes et enseignants (la moitié travaille plus de 43h par semaine) et que des chiffres de l'observatoire du bien-être confirment les conditions de travail difficiles pour la profession : la moitié des personnels est en état d'épuisement avancé. D'autre part, le pacte va considérablement dégrader le fonctionnement des écoles et fragiliser les collectifs de travail par une mise en concurrence des personnels.

Une politique voulue et assumée ?

G.M : Oui, Emmanuel Macron veut faire du pacte la pierre angulaire de son entreprise de saccage du service public d'Éducation. Les personnels ne sont plus des concepteurs de leur métier et sont encouragés à participer à la destruction des cadres réglementaires qui les protègent, voire de leurs emplois pour les collègues des LP. Après leur liberté pédagogique, mise à mal par l'empilement de prescriptions, c'est leur liberté professionnelle et personnelle qui est remise en cause par le Pacte. Les collègues engagés individuellement ne pourront refuser aucun remplacement

quel que soit le moment, le délai, ou la classe avant toute autre mission du Pacte qui individualise la rémunération, divise les collectifs de travail et exacerbe les inégalités salariales entre femmes et hommes. Ce pacte est une illusion pour le grand public, leurré par les promesses du remplacement systématique à la rentrée. Par la contractualisation, l'annualisation, le pilotage qui renforcent les pressions sur les personnels, la création de nouvelles hiérarchies intermédiaires, l'objectif est de détruire le statut. La FSU en exige l'abandon et appelle les personnels à refuser massivement de le signer à la rentrée 2023.

Pour les écoles, on parle du nouveau rôle des directeurs : qu'en est-il ?

G.M : Des managers pour diriger les écoles, c'est NON ! Pour la FSU-SNUipp il est indispensable de ne pas isoler les directrices et directeurs et de conforter les collectifs de travail. Une réelle amélioration des conditions de travail implique une simplification administrative, une formation initiale et continue de qualité mais surtout la mise à disposition d'une aide administrative et l'augmentation des temps de décharge, particulièrement pour les petites écoles.

l'Humanité

L'actualité sociale que vous ne lirez pas ailleurs ! Reportages, entretiens, vidéos... Pour 9,90 euros par mois, accédez à tous les contenus du journal sur www.humanite.fr.